

QUELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE MENER SANS ÉTAT ?

Le cas tchèque au xixe siècle

Antoine Marès

IRICE | « Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin »

2010/2 N° 32 | pages 15 à 31

ISSN 1276-8944

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2010-2-page-15.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour IRICE.

© IRICE. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Quelle politique étrangère mener sans État ?

Le cas tchèque au XIX^e siècle

ANTOINE MARÈS *

Aux XIX^e et au XX^e siècles, les groupes nationaux en devenir et les nations constituées qui ne disposent pas d'un État ne sont pas exceptionnels : il peut s'agir d'États anciens qui ont perdu totalement ou partiellement leur souveraineté, tels les royaumes médiévaux de Pologne et de Bohême ; il y a aussi les groupes nationaux qui n'ont pu se constituer en tant qu'États à l'époque moderne : c'est le cas des Ukrainiens, des Slovènes et de nombreux autres peuples de l'Europe médiane ; cela concerne enfin des groupes diasporiques qui n'ont pas de territoire en propre (les Juifs jusqu'en 1948¹) ou qui sont chassés de leurs territoires et persécutés (pour des espaces limitrophes de l'Europe, les Arméniens ou, plus près de nous et sous d'autres cieux, les Kurdes, les Tibétains, les Palestiniens...) ². Ajoutons que les empires multinationaux sont encore largement dominants au XIX^e siècle, même si leur légitimité est de plus en plus contestée avec la montée du nationalisme.

* Antoine Marès est professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – chaire d'histoire de l'Europe centrale contemporaine.

¹ Theodor Herzl, juif originaire de Budapest, s'établit à Vienne où naît le sionisme politique, et où son essai *Der Judenstaat* paraît en 1896 (Leipzig – Vienne, Breitenstein's Verlag-Buchhandlung).

² Cf. *Relations internationales*, n° 141, printemps 2010, consacré aux diasporas.

Pour ces populations et leurs élites, le défi est de s'affirmer sur la scène internationale en vue d'obtenir leur indépendance ou la transformation d'une prise de conscience collective en organisation territorialisée et/ou étatique : cette dernière peut se traduire par une revendication d'autonomisation qui peut prendre la forme d'une demande d'individualisation administrative (avec la constitution d'une entité fondée sur les appartenances linguistiques et ethniques, ce qui est par exemple le cas des Slovaques en 1848, puis en 1861), ou aller jusqu'à une exigence de fédéralisation. Ici, nous nous attacherons au cas des Tchèques entre 1848 et la Première Guerre mondiale au sein de l'Empire autrichien, puis de son avatar austro-hongrois à partir de 1867.

Du « printemps des peuples » à sa disparition, l'Empire a connu dix-sept ministres des Affaires étrangères, dont douze Autrichiens (parfois possessionnés en Bohême), quatre Hongrois et un Polonais (Agenor Gołuchowski), mais aucun Tchèque, Slovaque, Slovène, Slave du Sud, Roumain, Ruthène... Au sein de cette liste, c'est l'absence des Tchèques, eu égard à leur poids démographique, à leur développement économique et à leur maturité éducative et culturelle, qui est la plus frappante. Mais c'est aussi le reflet d'une structuration particulière des élites nationales tchèques. Du fait de la dénationalisation de leur aristocratie, consécutive à la victoire catholique et habsbourgeoise de la Montagne Blanche, en novembre 1620, et à l'exil de la noblesse protestante, les élites tchèques du XIX^e siècle ont été essentiellement constituées par le clergé et par la petite bourgeoisie. La noblesse de Bohême a divergé après 1848. Depuis la fin du XVIII^e siècle, une partie non négligeable voyait son intérêt à appuyer les particularismes locaux pour résister à la pression centralisatrice de Vienne et cela, en favorisant les institutions savantes ou culturelles locales, en finançant la recherche historique nationale, et même en appuyant le développement de la langue tchèque qu'il était désormais à la mode d'apprendre. À partir du moment où ce patriotisme territorial et linguistique devint exclusif, la noblesse de Bohême se sentit, dans sa

grande majorité, plus d'affinités avec le monde germanophone. Les libéraux de Bohême-Moravie eux-mêmes, jusque-là nationalement tolérants, se scindèrent entre Tchèques et Allemands, avant que ne vînt le tour des radicaux, dans les années 1850.

Dans ces conditions, les Tchèques ne pouvaient être représentés au niveau suprême de la diplomatie, prérogative presque exclusivement aristocratique. Avant 1914, les Tchèques durent se contenter de rares postes subalternes, au maximum consulaires (à l'exception de quelques membres de la noblesse de Bohême, comme les Lobkowitz). Ce qui était vrai pour la diplomatie l'était aussi pour les grands corps de l'État, comme l'armée et la haute administration. Au contraire, les Tchèques étaient fortement présents dans la petite fonction publique, ce qui ne leur procurait pas forcément une image très favorable auprès de la population de la Double Monarchie pour laquelle ils incarnaient souvent l'ordre répressif d'une bureaucratie tatillonne.

Alors comment mener et organiser une « politique étrangère » ? Tout va dépendre du moment, sa mise en œuvre supposant qu'un groupe national ait déjà une politique autonome, qu'il dispose d'élites politiques et que celles-ci soient suffisamment structurées. Nous pouvons discerner trois phases en fonction de ces critères. La première concerne la période 1848-1867, la deuxième va de 1867 aux années 1890, la troisième couvre les deux décennies suivantes.

La construction d'une politique tchèque

Les événements de 1848 constituent un moment inaugural de la politique tchèque. Jusque-là, le patriotisme territorial incarné par la noblesse de Bohême était dominant, pour se démarquer du centralisme viennois : « *Nicht deutsch, nicht tschechisch, aber echt böhmisch, fest österreichisch*

für Gott, Kaiser und Vaterland »³. Or la noblesse dut alors céder la place à la bourgeoisie comme porte-parole des revendications populaires, la notion de nation devenant prédominante et les divergences entre Tchèques et Allemands commençant à prendre le pas sur les clivages entre conservateurs, libéraux et radicaux.

La politique tchèque fut définie le 11 mars 1848 par les douze articles dits de « Saint Venceslas », qui réclamaient, notamment, l'autonomie administrative des pays tchèques, puis par la fameuse *Lettre au Parlement de Francfort* de František Palacký du 11 avril : le grand historien tchèque y refusait de participer au pré-parlement libéral de Francfort, considérant que l'avenir des Slaves d'Autriche devait se dérouler au sein d'une monarchie fédéralisée. En l'occurrence, les Tchèques rejetèrent, dès ce moment-là, le principe d'une grande Allemagne, position qui leur fut constante au cours des décennies suivantes. Le troisième axe de leur politique extérieure se dessina en juin, alors que Prague avait rejoint la vague révolutionnaire qui avait déjà emporté Vienne. Sous l'impulsion de Slovaques et de Croates, il avait été décidé d'organiser à Prague un Congrès slave pour la fin mai, en réaction à la réunion de Francfort : l'ouverture eut lieu finalement le 2 juin, mais la manifestation fut interrompue par l'insurrection qui éclata le 12 juin 1848. Du coup, sur les trois points prévus par le Polonais Libelt – un manifeste européen, une adresse à l'empereur et une résolution de solidarité entre pays slaves –, seul le premier aboutit. De tout cela a découlé durablement le triple axe de la politique extérieure tchèque : le rejet d'une Allemagne qui réunirait l'ensemble des germanophones d'Europe centrale, l'adhésion à ce qu'on appellera l'austro-slavisme et la tentation du recours à la solidarité slave.

Le problème des Tchèques résidait dans l'absence de moyens pour mener conséquemment cette politique. L'écrasement de la révolution en

³ Arnost Klima, « La Bohême », *1848 dans le monde. Le printemps des peuples*, Les amis des Éditions de Minuit, 1948, tome 2, p. 213.

1848-1849 ouvrit une période de néo-absolutisme qui dura une dizaine d'années et fut sanctionnée par l'abolition, fin 1851, de la Constitution octroyée le 4 mars 1849. Les deux faces du libéralisme tchèque incarnées par František Palacký, et surtout, par le journaliste et écrivain Karel Havlíček-Borovský, furent mises alors sous le boisseau. Les seules forces qui pouvaient s'exprimer à ce moment-là étaient liées à une faible émigration, dont le jeune révolutionnaire exilé Josef Václav Frič était un des rares porte-voix de dimension européenne.

Il fallut attendre les chocs extérieurs – la perte d'une partie des possessions italiennes et la montée en puissance de la Prusse bismarckienne – pour que la situation changeât et pour que Vienne commençât à revenir à un ordre constitutionnel et à un dialogue avec les nationalités. L'aboutissement en fut l'adoption du Compromis austro-hongrois de décembre 1867 (confirmation des rescrits royaux du 17 février 1867), dont la conclusion fut accélérée par la défaite de Sadowa/Sadová (ou Königgratz/Hradec Králové) en juillet 1866. À nouveau se posa la question de la place des Tchèques au sein de la monarchie, désormais bicéphale. C'est de la frustration de ne pas être partie prenante à ce rééquilibrage interne que débuta véritablement ce qu'on peut considérer comme « l'An I » de la politique extérieure tchèque⁴.

De 1867 à la fin du XIX^e siècle

Cette politique extérieure tchèque a tenu pendant la période entre deux pôles : les propos successifs de Palacký qui, en 1848, considérait que l'existence de l'Autriche (fédérée) était vitale pour les Tchèques et qui,

⁴ Expression créée par Ivo Vlček dans sa thèse « La France et les Pays tchèques de 1871 à 1914 », Université de Strasbourg, 1970.

après l'immense déception de 1871 (la monarchie ayant reculé après une promesse de fédéralisation au bénéfice de Prague), rappelait que le royaume de Bohême avait existé avant l'Autriche habsbourgeoise et pourrait bien lui survivre.

L'année 1867 a été, de ce point de vue, un premier choc qui a amené les responsables politiques tchèques à développer deux axes de politique extérieure, vers l'Est et vers l'Ouest.

Malgré les instrumentalisation ultérieures, ce fut le hasard du calendrier qui fit d'un voyage culturel à Moscou une manifestation politique significative. L'idée d'une parenté slave commune était certes ancienne (elle remontait au moins à la fin du XVIII^e siècle, avec le père de la slavistique Josef Dobrovský, et l'impact des guerres révolutionnaires et napoléoniennes, puis leurs suites) et la Bohême avait connu depuis les années 1820 une vague de russophilie un peu naïve dans certains milieux littéraires. Mais, rapidement, cette slavophilie aveugle s'était heurtée aux analyses de Karel Havlíček-Borovský qui avait rejeté, dès 1846, le concept de « slavité » au profit de celui de « tchéquité » en appuyant sa démonstration sur une critique acerbe de l'autocratie russe. Ainsi, une grande partie des intellectuels tchèques était-elle en partie prémunie d'une russophilie excessive par son attachement au libéralisme politique ou par sa sympathie pour la cause polonaise.

Le Compromis de 1867 laissait donc les Tchèques isolés : seule une partie des Slovènes les suivait, les Polonais de Galicie trouvant leurs propres accommodements avec Vienne. C'est à ce moment que leur parvint une invitation à visiter une grande exposition ethnographique organisée à Moscou par des savants slavophiles (M. P. Pogodin). Le 20 mai, une délégation de 84 personnes menée par Palacký et son gendre František Ladislav Rieger arriva à Saint-Pétersbourg, et commença une tournée qui prit rapidement, malgré la prudence de ses organisateurs, la forme d'un manifeste politique, du fait de la présentation qui en fut faite

dans les milieux nationalistes tchèques, dans leur organe *Národní listy* (*Le Journal national*), chez les slavophiles russes (au contraire de la cour tsariste) et chez les Polonais en exil qui crièrent à la trahison. Une délégation de six membres fut même reçue par le tsar le 26 mai. Ce « pèlerinage de Moscou » apporta un certain réconfort aux Tchèques dépités par la tournure des événements internes : ils eurent le sentiment d'une certaine reconnaissance internationale, mais les effets en furent finalement plus négatifs que positifs : les rapports avec les Polonais se révélaient affaiblis, tout comme leur image de libéraux et d'Austro-Slaves. De plus, ils s'attirèrent la rancune tenace du chancelier Beust. Il n'empêche que cet événement eut de profondes répercussions dans l'opinion publique et déclencha chez les Tchèques jusqu'au début du xx^e siècle une vague de russophilie assez profonde qui effaça, en partie, la critique de l'autocratie tsariste.

Le pendant de cette visite en Russie fut l'esquisse d'une politique française. La délégation tchèque était passée en mai 1867 à Paris avant de se rendre à Moscou. F. L. Rieger se rendit alors compte de tout le travail de sensibilisation qu'il fallait mener auprès des officiels et de l'opinion pour leur faire découvrir la question tchèque. En effet, à cette époque – et cela restera une constante durable chez les responsables français – on comptait fermement sur l'Autriche et sur Beust pour continuer à endiguer la montée en force de la Prusse bismarckienne ; tout ce qui pouvait freiner cette fonction et affaiblir le gouvernement de Vienne (c'était le cas des revendications nationales, qu'elles fussent hongroises ou tchèques) était considéré comme nuisible. Il faut souligner que, dans toute cette affaire, il s'était agi d'une initiative personnelle de Rieger, appuyée par Palacký, mais sans concertation préalable avec les autres dirigeants vieux-tchèques. Cela provoqua ultérieurement quelques remous. Cet épisode est pourtant intéressant dans la mesure où il a anticipé sur les arguments des relations franco-tchèques des décennies suivantes. Dans ce contexte, la protestation du 8 décembre 1870, publiée dans *Národní listy*, représente

l'aboutissement symbolique de ce courant. Ce mémoire de la diète de Bohême, remis à Beust, désapprouvait la politique de rapprochement entre l'Autriche et l'Allemagne, condamnait l'annexion de l'Alsace-Lorraine et recommandait une entente franco-russo-autrichienne fondée sur une reconnaissance du droit des Russes à contrôler les Détroits. Cet acte symbolique de protestation officielle, unique en Europe, eut des suites importantes puisqu'il fut invoqué comme une des « chartes constitutives » de l'amitié franco-tchèque. La protestation du 8 décembre 1870 ne fut pas la seule : les éléments tchèques de l'Université Charles-Ferdinand de Prague protestèrent aussi avec véhémence contre le fait que le recteur, l'historien allemand Constantin Höfler, ait accepté de se rendre à l'ouverture solennelle de l'Université allemande de Strasbourg. Strasbourg devint une sorte de pont entre la France et les pays tchèques et, de plus en plus, la comparaison fut faite entre la Bohême et l'Alsace, territoires atteints par l'expansion allemande à l'Est et à l'Ouest. Dans les années 1870, les contacts amorcés précédemment se poursuivirent et évoluèrent en fonction de la politique russe de la France, Rieger faisant parfois office, auprès de Gambetta, d'intermédiaire avec les Russes et le salon de Madame Juliette Adam occupant dans ces fluctuations le rôle de « laboratoire »⁵.

Les rapports franco-tchèques commencèrent à bénéficier de bases plus institutionnelles avec, du côté français, les organisations nationalistes telles que la Ligue des patriotes ou l'Association des sociétés de gymnastique exclusivement animées par l'idée de revanche contre l'Allemagne prussienne ; du côté tchéco-français, la création en 1862 de la *Beseda* (cercle de discussion) tchéco-morave de Paris, puis du *Sokol* en 1892 –

⁵ Sur la politique de Palacký et son gendre Rieger, voir deux excellentes biographies récentes : Jiří Štaif, *František Palacký*, Prague, Vyšehrad, 2009 ; et Robert Sak, *Rieger : konservativce nebo liberal ? [Rieger, conservateur ou libéral ?]*, Prague, Academia, 2003.

filiale du *Sokol* pragois fondé en 1862 – offraient de nouvelles occasions de contacts plus intenses.

Dans les années 1880 et 1890, les tensions nationales s'accrurent. Les organisations et les manifestations patriotiques se multiplièrent. Les tournées triomphales des délégations de Sokols en France (en 1889 à Paris, en 1892 à Nancy et Paris, en 1893 à Toulouse, en 1894 à Lyon, en 1895 à Périgueux...) étaient soigneusement suivies et par la presse française et par la presse tchèque. La création, au printemps 1897, d'un consulat français à Prague (après un premier consulat américain) témoigne de ces relations privilégiées. Mais face à une pression allemande sur les affaires intérieures de l'Autriche que les représentants diplomatiques français décelaient aussi bien à Berlin et à Vienne qu'à Prague, Paris prit finalement, en 1901, le parti de se tenir à l'écart des querelles de nationalités internes à l'Empire habsbourgeois. Pourtant, quand l'existence du consulat fut menacée en 1905, une grande campagne de presse menée en France par les tchécofiles en interdit la suppression.

Au cours des années 1900-1908, les rapports bilatéraux franco-tchèques se poursuivirent sur une base éminemment symbolique et sentimentale : la visite de la municipalité de Prague à l'Exposition universelle de Paris en juillet 1900, le voyage de Louis Dausset, président du Conseil municipal de Paris, la participation au rassemblement *Sokol* de juillet 1901 à Prague, la venue dans la capitale française d'une délégation tchèque au centenaire de Victor Hugo en février 1902, la grande exposition Rodin qui fut inaugurée en mai 1902 – et qui fut un des plus grands événements artistiques en Bohême au début du xx^e siècle – ou l'exposition des impressionnistes de 1907, constituèrent des moments marquants⁶.

⁶ Pour un résumé de ces relations franco-tchèques, voir la synthèse d'Antoine Marès, *Les relations franco-tchécoslovaques 1918-1939*, mémoire d'habilitation, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, septembre 2003, p. 14-30.

Vers la Première Guerre mondiale

En 1900, les Tchèques se dotèrent d'un Conseil national tchèque dont l'ambition était fédératrice et qui devait représenter la nation au-delà des divergences politiques : en son sein, une section des Affaires étrangères chargée des relations avec l'étranger était elle-même subdivisée en trois commissions (information de l'étranger, questions relatives aux Tchèques vivant à l'étranger, archives de la nation tchèque sur les manifestations la concernant à l'étranger). Même si cet organisme ne joua pas un rôle majeur, précisément en raison des divisions de la scène politique tchèque, il témoignait d'un stade de maturité politique qui allait bientôt s'affirmer clairement.

Après les onze années de « règne » du conservateur polonais Agenor Gołuchowski (1895-1906) à la tête du *Ballhausplatz* et une politique prudente de *statu quo* qui consistait notamment à un apaisement des relations avec la Russie – le ministre des Affaires étrangères estimant qu'un conflit serait fatal à la Monarchie –, la succession fut assurée par l'ambassadeur de l'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg, Alois Lexa comte Aehrenthal, et cela jusqu'en 1912. Diplomate expérimenté de la vieille école, au service de la monarchie, adepte du secret, voire de la duplicité, il allait se heurter frontalement à une partie des députés tchèques. En effet, du côté tchèque, son accession aux affaires correspondit à un changement politique. Jusqu'en 1907, le parti jeune-tchèque exerçait pratiquement sans partage son autorité sur la critique nationale de la politique étrangère menée par Vienne et, peu à peu, après la noblesse conservatrice et le parti vieux-tchèque, les jeunes tchèques s'étaient laissé glisser vers un certain réalisme considéré, par certains, comme une compromission avec le pouvoir viennois. Mais les circonstances internationales avaient changé depuis leur avènement : ils restaient résolument attachés à la conquête d'une place pour les Tchèques

au sein de la monarchie dualiste et ils étaient fondamentalement opposés à la politique de la Triplice, comme l'avait montré la participation sokole aux fêtes gymnastes de Nancy en 1892. Les Tchèques penchaient naturellement vers l'alliance franco-russe qui correspondait aux manifestations de la fin des années 1860. Et même s'ils mirent une sourdine à leurs critiques, ils continuèrent tactiquement à déplorer l'abaissement de l'Autriche dans cette alliance avec l'Allemagne et l'alignement sur une position antirusse, que l'annexion sans concertation réelle de la Bosnie-Herzégovine allait mettre crûment en lumière en 1908. La volonté tchèque d'une détente avec Petrograd était, par ailleurs, largement liée aux intérêts économiques des Pays tchèques, fortement industrialisés. Et, à partir de 1906, les voix réclamant une révision de la Triplice se firent plus insistantes, avec Karel Kramář⁷ et Václav Klofáč. Les tensions balkaniques justifiaient aux yeux des hommes politiques tchèques cette réorientation. Ils liaient de façon permanente la situation intérieure à la politique extérieure, estimant que leurs compatriotes devaient être désormais partie prenante à l'activité vers l'étranger (notamment à travers leur participation aux « délégations » des affaires communes).

C'est dans ce contexte de tensions croissantes que 1908 marqua un tournant : face au pangermanisme, le panslavisme se construisit en miroir chez les Polonais (Stanislav Glombinski), les Slovènes (Ivan Hribar) et les Tchèques (Karel Kramář) : c'est ainsi qu'eut lieu à Prague, en juillet 1908, à l'occasion du soixantième anniversaire du Congrès slave de 1848, un nouveau congrès, prudent quant à ses objectifs, se réclamant uniquement de la culture et de l'économie. Mais cette tentative fut un échec, sapée par les divergences parmi les Slaves eux-mêmes (sociaux-démocrates hostiles, catholiques slovènes absents, une partie des Polonais plus que réticents...) et par les tensions créées par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Ce néo-slavisme fut enterré deux ans plus tard à Sofia. Le

⁷ Martina Lustigová, *Karel Kramář. První československý premiér [Karel Kramář. Premier Premier ministre tchécoslovaque]*, Prague, Vyšehrad, 2009, p. 101-118.

congrès panslave qui devait avoir lieu à Prague, en 1913, ne vit jamais le jour.

Face à la relance de la politique extérieure viennoise annoncée par Aehrenthal le 27 janvier 1908, les Tchèques défendaient le principe d'une attitude pacifique et d'une ouverture aux Slaves d'un corps diplomatique dominé par les Allemands et par l'aristocratie. Si l'annexion de la Bosnie-Herzégovine déclarée le 5 octobre 1908 par Vienne ne donna pas lieu à un affrontement ouvert (d'ailleurs les Tchèques, croyant aux affirmations d'Aehrenthal sur l'approbation des Russes, étaient divisés), elle sema des germes profonds et durables de défiance tant au sein de la monarchie habsbourgeoise que sur la scène européenne. Certains, tel Kramář qui avait joué dans cette affaire le rôle de pompier à Pétrograd, étaient persuadés qu'en incluant de nouveaux Slaves dans ses États, Vienne serait contrainte de mener une politique plus amicale envers ses Slaves et d'aménager sa politique extérieure. C'est dans cette atmosphère qu'éclata l'affaire du faux procès de Zagreb contre des conspirateurs croato-serbes, soi-disant payés par Belgrade, d'après un document publié en mars 1909 par l'historien Heinrich Friedjung dans la *Neue Freie Presse*, avec l'accord du ministère des Affaires étrangères. Le faux élaboré par l'ambassadeur Forgách à Belgrade fut dénoncé par le député T. G. Masaryk⁸.

Quand éclatèrent les guerres balkaniques, les Tchèques ne pouvaient être qu'hostiles aux Turcs par solidarité slave mais, devant le succès rapide des Serbes, ils se divisèrent sur les conséquences à en tirer : Jeunes-Tchèques, agrariens et catholiques votèrent de nouveaux crédits militaires contre lesquels socialistes nationaux et sociaux démocrates s'élevèrent. Ici encore les Tchèques (Masaryk et Kramář) aux côtés de quelques Allemands (J. M. Baernreither et J. Redlich) s'efforcèrent de réduire les tensions à la fin de l'année 1912. Ils jouèrent utilement les intermédiaires en exposant à Vienne les objectifs désormais pacifiques du

⁸ Alain Soubigou, *Thomas Masaryk*, Paris, Fayard, 2002, p. 144-145.

chef de gouvernement serbe Nikola Pašić, prêt à reconnaître l'indépendance de l'Albanie (Vienne redoutait l'accès des Serbes à l'Adriatique par conquête) en échange d'un accès négocié à la mer. La tension rebondit en juin 1913, quand la Serbie se relança dans le conflit, cette fois contre la Bulgarie. Vienne mobilisa, mais resta l'arme au pied, ses alliés italien et allemand craignant une intervention russe en cas d'engagement. Les rapports de force avaient évolué en un an dans les Balkans, au profit de la Russie. L'armistice de Bucarest du 7 août 1913 ne signifiait pas la paix, car Vienne menait, depuis 1908, une guerre larvée contre Belgrade dont elle voulait éliminer le pouvoir d'attraction sur les Slaves du Sud de l'Empire, redoutant en la Serbie une sorte de Piémont-Sardaigne des Slaves du Sud. Devant cette situation, les Tchèques prévoyaient publiquement, depuis 1912, une guerre européenne, mais ils ne savaient que faire en dehors de leurs tentatives de médiation.

Du côté français, on balançait alors entre deux positions : un effort de neutralisation de l'Autriche, dont Philippe Crozier, ambassadeur de France à Vienne, était le défenseur ; ou la conviction qu'il n'y avait plus rien à faire pour sauver l'Autriche de l'emprise de Berlin et qu'il fallait développer l'action franco-russe dans les Balkans pour y contrecarrer l'influence austro-allemande, comme le préconisait Gabriel Hanotaux. L'échec de Caillaux et la venue de Poincaré à la tête du gouvernement et du ministère des Affaires étrangères mirent fin en janvier 1912 aux hésitations, avec un engagement total derrière la Russie, comme le conseillait l'ambassadeur à Petrograd, Georges Louis. Raymond Poincaré reprenait la ligne de la politique de Delcassé. À ce climat international, s'ajoutait un soutien de plus en plus affirmé aux « peuples opprimés ». L'Union des nationalités fondée en juin 1912 se dota d'un organe de presse, *Les Annales des Nationalités*, qui consacrèrent une attention accrue à la question tchèque⁹. Les associations franco-slaves se multipliaient. Tout cela ne modifia pas le courant des

⁹ Numéros 7-10 de 1913.

échanges engagés à la fin du siècle précédent. Les municipalités de Prague et de Paris continuèrent à se rendre régulièrement visite, en avril 1904, juillet 1907, novembre 1908, septembre 1910 et en 1912. Les relations entre associations de gymnastique jouaient toujours le même rôle.

Au début de l'année 1914, quelques responsables politiques tchèques – comme le *leader* des socialistes nationaux Klofáč (en janvier) et le chef du mouvement sokol Josef Scheiner (en février) – se rendirent à Petrograd pour sonder les dirigeants russes : ils revinrent déçus et mis en garde contre une action révolutionnaire. Mais la tension continuait de monter suite à la position de Vienne face à Belgrade et à l'action menée, depuis 1912, contre les orthodoxes de Galicie ; Guillaume II se préparait à toute éventualité. Dans des conversations informelles avec certains diplomates russes, Klofáč évoqua en mai, en cas de victoire russe, l'indépendance des pays tchèques agrandis à la Slovaquie. Kramář envisageait quelques semaines plus tard, le 7 juin 1914, la construction d'une Union slave (*Slovanský svaz*) qui aurait réuni à l'Empire russe les royaumes de Pologne, de Bohême, de Bulgarie, de Serbie et du Monténégro. Le ministre des Affaires étrangères russe Sazonov n'y adhéra pas. Il ne comptait pas avec un tel empire, mais plutôt avec une Autriche-Hongrie où les Slaves auraient la majorité, ce qui en ferait un voisin pacifique. Le pilier essentiel de la politique étrangère tchèque a été alors l'ancrage russe. C'était la géopolitique qui l'imposait, ainsi que le double déplacement politique de la Russie vers l'Ouest après la défaite contre le Japon et de l'Autriche-Hongrie vers les Balkans, à la suite de la perte de sa position en Allemagne et de la fédération austro-hongroise.

La part de la France restait, elle, essentiellement affective. C'était surtout un contrepoids culturel. Pour les Tchèques, la francophilie (et la francophonie) était le chemin qui menait à la modernité et à l'affirmation de soi tout en se dégageant de l'emprise germanique. Peu importaient les

interlocuteurs : la France pouvait être incarnée par la droite antirépublicaine (Déroulède) ou par Auguste Rodin, par le théâtre et la poésie française ou par ses dirigeants socialistes, par Clemenceau ou par les missionnaires de l'Alliance française. La France commençait à s'intéresser à la Bohême par la voix de ses universitaires Louis Leger et Ernest Denis ; par ailleurs elle présentait une société ouverte (du moins le croyait-on) qui, dans sa diversité, pouvait satisfaire à la fois les catholiques conservateurs (voir la fascination de certains milieux tchèques pour Paul Claudel ou Léon Bloy) et les progressistes qui voyaient dans la III^e République une incarnation du modèle de la Révolution française. Paris était déjà devenu, avant la Première Guerre mondiale, le passage obligé des artistes tchèques et certains hommes politiques étaient même venus s'y former ou y chercher des alliances, tels le conservateur russophile Karel Kramář et le jeune social-démocrate Edvard Beneš.

Épilogue

Quand la guerre éclata en août 1914, les responsables tchèques se trouvaient aux quatre coins de la monarchie, profondément divisés dans leurs choix de politique intérieure et extérieure, à la suite de multiples polémiques électorales : les uns étaient en faveur du maintien de l'Autriche-Hongrie et de la fidélité à l'Empereur, principalement les partis catholiques et les sociaux-démocrates, pour des raisons évidemment différentes ; d'autres étaient favorables à Moscou par conviction nationale et slavophile ; une petite minorité était occidentaliste et se tournait vers Paris, Londres ou Washington ; une majorité hésitait et observait un attentisme prudent. Au bout de quelques mois, ce furent les occidentalistes qui l'emportèrent à l'extérieur, fédérant l'émigration et initiant une politique étrangère qui allait devenir celle de la Première République tchécoslovaque, tournée vers les démocraties occidentales et la sécurité

collective. Les autres courants furent provisoirement défaits par l'issue de la guerre : il ne pouvait être officiellement question de fidélité aux Empires centraux, pas plus qu'à la Russie, désormais soviétique. Ce fut à leurs vainqueurs, incarnés surtout par T. G. Masaryk et par son principal auxiliaire Edvard Beneš, qu'il appartint de construire un véritable appareil diplomatique professionnel et une politique extérieure étatique¹⁰. Jusqu'en 1918, les Tchèques avaient vécu d'expédients plus ou moins efficaces. Ce qui explique les tâtonnements dont cette rapide contribution a tenté de rendre compte et le faible poids des Tchèques sur la politique extérieure de l'Autriche-Hongrie¹¹.

¹⁰ Antoine Marès, « Formation et développement du ministère des Affaires étrangères tchécoslovaque de 1918 à 1933 », *Relations internationales*, n° 31, automne 1982, p. 295-312.

¹¹ Soulignons, à ce propos, l'inexistence des Tchèques dans l'ouvrage de Jean Larmeroux, *La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie 1875-1914*, Paris, Plon, 1918.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

Quelques ouvrages fondamentaux

- Jean Larmeroux, *La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie 1875-1914*, 2 volumes, Paris, Plon, 1918.
- Zdeněk Tobolka, *Politické dějiny československého národa od r. 1848 až do dnešní doby [Histoire politique de la nation tchécoslovaque de 1848 à nos jours]*, 4 volumes, Prague, Jan Laichter, 1932-1937.
- Zdeněk Tobolka (dir.), *Česká politika [La politique tchèque]*, 5 tomes, Prague, Jan Laichter, 1906-1913.
- Otto Urban, *Česká společnost 1848-1918 [La société tchèque, 1848-1918]*, Prague, Svoboda, 1983. [Et sa traduction allemande remaniée, *Die tschechische Gesellschaft 1848 bis 1918*, Vienne-Cologne-Weimar, Böhlau, 1994].

Quelques monographies et études

- *Evropa očima Čechů [L'Europe vue par les Tchèques]*, ouvrage collectif, Prague, Nakladelstvi Franze Kafky, 1997.
- Jan Opočenský, « Protestation des députés tchèques de la diète de Bohême contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine », Paris, Le Monde slave, 1930, vol. VII.
- František Palacký, *1798/1998. Dějiny a dnešek [1798-1998. Histoire et actualité]*, Prague, Historický Ústav AV ČR, 1999.
- Stéphane Reznikow, *Francophilie et identité tchèque (1848-1914)*, Paris, Honoré Champion, 2002.
- Robert Sak, Rieger, *Příběh Čecha devatenáctého věku [Histoire d'un Tchèque du 19^e siècle]*, Semily, Město Semily, 1993.